

ESTONIE – COVID-19

Plan d'intervention économique

L'impact économique sur l'économie mondiale sera important et aura sans aucun doute un impact sur l'Estonie. Les analystes s'attendent à une contraction de l'économie de 8 à 10% en 2020. Le gouvernement estonien prévoit le plus grand programme d'aide jamais réalisé avec 2 milliards d'euros de mesures pour soutenir les entreprises et les travailleurs:

L'argent public sera utilisé pour soutenir les entreprises via KredEx et la Fondation pour le développement rural (500 millions d'euros). Cela comprend également des ressources pour soutenir le marché du travail (Töötukassa) où la sécurité sociale estonienne (Fonds estonien pour le chômage) va garantir 70 % des salaires bruts. Des prestations de maladie seront payées depuis le premier jour de maladie. Pour cela l'Etat prévoit 250 millions d'euros. 300 millions d'euros seront prévus pour des investissements stratégiques dans les entreprises (les prêts jusqu'à 90 pour cent – avec l'Etat qui soit le garant). D'autres mesures, comme déduction des taxes, suivront bientôt.

Selon les dernières informations disponibles, les mesures suivantes ont été prises :

Les taxes

Le Conseil des impôts et des douanes a suspendu le calcul des intérêts sur les dettes fiscales du 1er mars au 1er mai 2020. Le gouvernement a soutenu la proposition de suspendre le calcul des intérêts pendant deux mois et d'autoriser le paiement des dettes fiscales sur la base d'un taux de paiement inférieur. Après la fin de la situation particulière, les intérêts fiscaux sont réduits de moitié.

Mesures de la Fondation KredEx

1) Garantie de prêt extraordinaire pour l'émission de nouveaux prêts

- Jusqu'à 90% du prêt et du crédit-bail garantis; dans le cas d'une responsabilité d'une entreprise de construction, de vente au détail ou de gros, jusqu'à 60% du prêt garanti et du crédit-bail
- Le taux d'intérêt sur le passif garanti ne peut dépasser 8% par an
- La garantie est valable jusqu'à 72 mois
- La commission de garantie est de 1% du solde de garantie par an, pour une grande entreprise pour une garantie supérieure à 36 mois 2% du solde de garantie par an

2) Garantie de prêt extraordinaire pour alléger les calendriers de remboursement des prêts bancaires existants

- Les engagements existants qui ne sont pas garantis par KredEx et pour lesquels la banque autorise un congé de paiement d'au moins 6 mois sont garantis
- Le taux d'intérêt sur le passif garanti ne peut dépasser 8% par an
- La garantie est valable jusqu'à 72 mois
- La commission de garantie est de 1% du solde de garantie par an, pour une grande entreprise pour une garantie supérieure à 36 mois 2% du solde de garantie par an

3) Prêt extraordinaire

- La société a reçu une réponse négative à une demande de prêt ou une décision positive d'une banque ou d'un bailleur à des conditions déraisonnables
- Le prêt a pour objet de fournir de nouveaux prêts aux entreprises et à l'investissement aux entreprises pour surmonter les difficultés temporaires causées par l'épidémie de COVID-19.
- Jusqu'à 5 millions d'euros
- La période de prêt peut aller jusqu'à 72 mois
- Taux d'intérêt à partir de 4% par an sur au moins 50% du prêt garanti

Conditions préalables qui doivent être remplies par tous les candidats à l'assistance KredEx :

- La somme des soldes des montants de garantie de KredEx et des soldes du principal des prêts accordés par KredEx à l'entreprise par une entreprise et ses entreprises liées ne peut excéder 5 millions d'euros
- L'entreprise a été inscrite au registre du commerce de la République d'Estonie et les rapports requis ont été soumis
- Selon les prévisions financières, l'entreprise est durable et solvable à long terme
- La société n'était pas une société en difficulté au 31.12.2019
- La société n'a pas de dettes différées en souffrance au titre des impôts de l'Etat et des établissements de crédit nées avant le 01.01.2020
- Aucune procédure de mise en faillite ou de liquidation n'a été engagée contre l'entreprise
- Toutes les mesures visent à surmonter les difficultés temporaires causées par l'épidémie de COVID-19.
- Toutes les mesures sont disponibles jusqu'au 31.12.2020

Réductions de salaire

Les mesures du marché du travail de la Caisse estonienne d'assurance-chômage couvrent au total 250 millions d'euros de réductions de salaires faites par les employeurs dans les conditions suivantes:

- La prestation est versée pour la période mars-mai 2020, l'employeur peut demander la prestation aux salariés pour deux mois;
- Le montant de l'allocation est de 70% du salaire moyen du salarié par mois civil, le montant maximum de l'allocation est de 1000 euros;
- Le montant de la prestation est calculé sur la base du salaire brut du salarié pour les 12 mois précédents; l'employeur doit également lui verser un salaire d'au moins 150 euros (brut). Pour calculer le montant de la prestation, le salaire moyen du salarié par jour civil est calculé: le montant de la rémunération versée au cours des neuf mois d'emploi précédant les trois derniers mois d'emploi est pris et divisé par 270. Si le salarié est rémunéré depuis moins de 12 mois, les mois au cours desquels la rémunération a été versée sont pris en compte comme mois d'emploi, divisés par le nombre de mois travaillés et multipliés par 30. La Caisse d'assurance chômage et l'employeur paient tous les impôts sur les salaires.

Pour être éligible, une entreprise doit remplir au moins deux des trois conditions:

- Le chiffre d'affaires ou le revenu de l'employeur au cours du mois pour lequel la prestation est demandée a diminué d'au moins 30% par rapport au chiffre d'affaires ou au revenu du même mois de l'année précédente;
- L'employeur n'est pas tenu de fournir du travail à au moins 30 pour cent des employés dans le montant convenu et l'employeur applique les articles 35 ou 37 de la loi sur les contrats de travail (si la charge de travail diminue, l'employeur paie le salaire moyen ou réduit le salaire);

- L'employeur a réduit le salaire à au moins 30 pour cent ou le salaire minimum pour au moins 30 pour cent des employés et a mis en œuvre l'article 37 de la loi sur les contrats de travail.

La rémunération est versée directement aux employés. Le groupe est également considéré comme un employeur. La Caisse d'assurance-chômage paie des impôts sur les prestations sur le travail. Les paiements devraient commencer en avril.

Feuilles de maladie

De mars à mai, l'État indemnise tout le monde même pour les trois premiers jours de maladie sur la base d'un certificat d'incapacité de travail. Le gouvernement envisage également de modifier la loi sur l'assurance maladie pour garantir que les personnes touchées par une maladie transmissible (qui ne présentent aucun symptôme mais doivent rester à la maison) reçoivent également des prestations de maladie (du premier jour jusqu'à leur retour au travail), mais ce n'est pas encore clair.

Entrepreneurs ruraux

Les entrepreneurs ruraux peuvent demander à la Fondation pour le développement rural des garanties de prêts accordés par la banque (jusqu'à 50 millions d'euros), des prêts (jusqu'à 100 millions d'euros) ou des financements pour la location de terres agricoles (jusqu'à 50 millions d'euros).

Indépendants

Les indépendants sont exonérés du paiement anticipé de la taxe sociale.

Les événements

L'État remboursera les coûts directs des événements culturels et sportifs annulés en mars et avril en raison du coronavirus jusqu'à un total de 3 millions d'euros.

Budget supplémentaire

Le budget supplémentaire présenté au public en avril comprend le financement de mesures économiques déjà approuvées par le gouvernement (voir ci-dessus) ainsi que quelques mesures supplémentaires qui devraient aider à la fois les entreprises et les consommateurs: arriérés d'impôts, suspension temporaire des paiements publics au deuxième pilier des pensions, accises et une compensation partielle pour la perte de revenu. Le budget supplémentaire soutient également les municipalités, le secteur de la construction, le développement informatique, l'éducation et la recherche, et couvre d'autres mesures et coûts d'urgence.

Il est prévu de ramener les droits d'accise sur l'électricité, le gaz et le diesel aux niveaux de 2017 afin de maintenir les coûts pour les consommateurs et les entreprises au minimum. Si la croissance économique dépasse à nouveau 2%, les accises recommenceraient progressivement à augmenter.

Le gouvernement a également l'intention de soutenir les investissements municipaux, la rénovation d'immeubles d'appartements dans les zones rurales et la mise à disposition d'Internet plus rapide dans les zones rurales. La TVA sur les abonnements numériques aux périodiques devrait être alignée sur la TVA sur les livres.

Technologies

L'Estonie continue de faire pression avec un hackathon transeuropéen «Hack the Crisis», en coopération avec la CE, afin de développer de nouvelles solutions technologiques et logicielles.

Mesures de soutien de la ville de Tallinn aux entrepreneurs

Tous les locataires de la ville, y compris les entreprises de restauration, de commerce et de services, ainsi que les institutions sportives, de loisirs, d'art et de culture, ainsi que les sociétés de médias de plein air, sont exemptés du paiement du loyer. Les locataires qui louent des bureaux de la ville bénéficient d'une remise de 20% sur le loyer. La remise ne s'étend pas aux services d'intérêt général (électricité, eau, chauffage, etc.).

Sources:

- Siim Lõvi / ERR <https://news.err.ee/1073187/scientists-estonia-s-virus-peak-will-be-long-and-flat>
- Emergency situation in Estonia, <https://www.kriis.ee/en/emergency-situation-estonia>
- Conseil estonien de la santé, <https://www.terviseamet.ee/et/koroonaviirus/koroonakaart>
- L'actualité ERR publie régulièrement des mises à jour en anglais: <https://news.err.ee/>
- <https://www.sorainen.com/et/valjaanded/eesti-valitsuse-toetusmeetmed-covid-19-eriolukorrast-mojutatud-ettevotetele/>
- SPF Affaires étrangères: https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/voyager_a_letranger/conseils_par_destination/estonie